



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DE L'INDUSTRIE

SECRETARIAT GENERAL

INSTAT **INSTITUT
NATIONAL DE
LA STATISTIQUE**

DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES STATISTIQUES DES MENAGES

NOTE SUR L'ENQUETE ANNUELLE SUR L'EMPLOI DANS L'AGGLOMERATION D'ANTANANARIVO EN 2010

L'enquête sur l'emploi a été réalisée par la Direction des Statistique des ménages de l'INSTAT avec l'appui technique et financier de DIAL-IRD. L'objectif principal de l'enquête consiste à analyser l'évolution de la situation du marché du travail et du secteur informel, ainsi que des indicateurs de base sur l'évolution de la pauvreté, de la gouvernance, conformément aux objectifs suivant la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS). L'enquête s'est effectuée auprès de 3000 ménages comprenant plus de 12 000 individus, dont 9 500 ont 10 ans et plus. Parmi eux, 1750 ménages et 6 400 individus sont des unités panels (déjà enquêtés lors de l'enquête emploi 2006). Ils sont répartis dans 108 localités dans l'agglomération d'Antananarivo. Les opérations se sont déroulées dans l'agglomération d'Antananarivo entre Novembre 2009 et mars 2010.

Entre 2006 et 2010, la population potentiellement active (individus âgés de 10 ans et plus), s'est accrue de 3,9% par an en moyenne, en passant de 1 135 500 à 1 324 700 personnes. Dans le même temps, la population active a augmenté au rythme annuel moyen de 4,5%, de 670 800 à 800 400 personnes. Par rapport en 2006, on observe une légère hausse du taux d'activité, de 59,1% à 60,4%.

Le taux de chômage a atteint un niveau assez élevé de l'ordre de 6,8%, en nette progression de 1,5 points par rapport en 2006 et l'effectif des chômeurs a augmenté de près de 20 000 individus entre 2006-2010. Cette arrivée massive de chômeurs est essentiellement due à la perte d'un emploi, les anciens occupés composent en effet 63% de la population au chômage. Pour les anciens occupés, la perte de l'emploi s'explique dans 59% des cas par des licenciements. Ils proviennent en majorité des grandes sociétés privées (49% des cas) et de la zone franche (36% des cas). La durée du chômage s'est réduit de moitié par rapport en 2006 en passant de 23 mois à 11 mois et que plus de 55% des chômeurs déclarent être en attente d'un emploi depuis moins de 12 mois.

La recolonisation de l'emploi par le secteur informel a été brusquement observée en 2010. Plus de 116 000 emplois supplémentaires y sont exercés par rapport en 2006 et son poids a connu un saut de plus de 7 points au cours de ces quatre dernières années. A cet effet, en 2010, il enregistre son poids dans l'emploi jamais atteint auparavant : 65,1%. A l'inverse, le secteur privé formel a connu une baisse de 4% de son niveau de l'emploi en 2006, tandis que le secteur public a été épargné par la crise et voit son niveau de l'emploi rester pratiquement stable. Pour le régime franc, le sinistre a été encore plus grand, le niveau de l'effectif dans le secteur ne représentait encore que 16 000 emplois de moins que son équivalent en 2006 et son poids dans l'ensemble des emplois créés s'est réduit de moitié en passant de 8,1% en 2006 à moins de 4,8% en 2010. De plus, le volume horaire de travail a diminué d'une heure, en moyenne, entre 2006 et 2010.

Les travailleurs ont connu une perte de leur pouvoir d'achat, puisque, en terme réel, la rémunération mensuelle moyenne du travail a diminué annuellement que de -3,8% entre 2006 et 2010. Finalement, le sous-emploi reste toujours le principal problème du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo. Le sous-emploi global a fortement augmenté entre 2006 et 2010. Le sous-emploi lié à la durée du travail, défini comme l'ensemble des personnes qui travaillent moins de 35 heures par semaine contre leur gré, son taux décroît de 13,4% à 12,1% entre 2006 à 2010. Par contre, l'évolution des situations d'emplois inadéquats à faible productivité est orientée brusquement à la hausse, traduisant la décroissance réelle des revenus du travail. Le taux a grimpé de plus de 4 points entre 2006-2010 et dépasse largement son niveau durant la crise 2002 en passant de 47,3% en 2006 à plus de 51,5% en 2010.